

7. Sous réserve des contributions appropriées des autres participants, nous voulons continuer dans le sens des offres existantes d'accès aux marchés pour ainsi mener à bonne fin les négociations relatives aux services. Plus précisément :

- a) Dans les services financiers, nous avons fait des progrès pour ce qui est d'ouvrir les marchés des services financiers grâce aux engagements de libéralisation. Nous poursuivrons nos efforts. Nous attendons un plus grand engagement de la part des autres participants et notamment des engagements qui offrent de véritables perspectives de libéralisation.
- b) Dans les services de télécommunications de base, nous tendrons vers une libéralisation multilatérale de ce secteur à l'intérieur du cadre multilatéral provisoire (AGCS) avec la participation des autres pays, y compris de ceux où l'on trouve les grands marchés de télécommunications. Il faudrait faire avancer ces négociations sans tarder à partir du programme commun détaillé que nous avons mis au point. Il faudrait aussi régler, d'ici la fin des négociations de l'Uruguay Round, les questions de modalités qui permettront aux négociations de se poursuivre au-delà de l'Uruguay Round, y compris la question des demandes d'exemption NPF (nation la plus favorisée).
- c) Dans les services maritimes, nous continuerons de chercher des solutions satisfaisantes.
- d) Dans les services audiovisuels, nous continuerons de chercher des solutions satisfaisantes pour tous les aspects de ce secteur.
- e) Quant aux déplacements temporaires des gens d'affaires, nous espérons des engagements substantiels, y compris à l'égard des personnes mutées à l'intérieur d'une société, afin de favoriser la libéralisation globale du commerce des services.

D) MARCHÉS PUBLICS

8. Pour ce qui est des marchés publics, nous cherchons à multiplier les occasions de marchés concurrentiels pour nos fournisseurs de biens et de services par l'élargissement du Code d'approvisionnement du GATT.